lutte ouvrière

N° 501 — Mardi 28 février — Quotidien — Prix : 0,50 F

MARCHAIS TIENT LE LANGAGE QU'IL NE VOUDRA PLUS ENTENDRE DEMAIN !

A coup sûr, dans la grisaille de cette campagne électorale où les politiciens professionnels rivalisent de discours mensongers et soporifiques, il est un dirigeant politique qui passe mieux la rampe, c'est Georges Marchais.

Chaque jour, des dizaines de milliers de travailleurs, à Saint-Etienne, Bordeaux ou Valence, se déplacent pour l'entendre et l'ovationner. Celui que **le Nouvel Observateur** appelle **« Monsieur Punch »** est en effet passé maître dans l'art de trouver les mots et le ton qui touchent. Il est passé maître dans l'art d'émouvoir les travailleurs et les petites gens par l'évocation de la misère qui les frappe, et de les indigner par la dénonciation des magnats de la fortune qui en sont responsables. Marchais s'est forgé un personnage de tribun populaire qui dit aux ouvriers : **« Agissez, luttez, intervenez de tout votre poids, c'est le moment... Il faut faire payer les riches ».**

Ce n'est certes pas un langage fait pour plaire à la droite et aux possédants. Par contre, les travailleurs et tous les gens simples applaudissent. Mais combien d'espoirs soulevés là ne sont pourtant que des illusions !

Car il y a ce que Marchais dit aujourd'hui, ce qu'il continuera probablement à dire jusqu'au 12 ou 19 mars, et il y a ce qu'il fera ensuite, si la gauche l'emporte à ces élections et si le Parti Communiste a des ministres. Les belles paroles d'aujourd'hui, le ton virulent, énergique, dénonciateur et combatif sont destinés à apporter aux candidats du Parti Communiste le maximum de voix au premier tour de ces élections. Mais une fois au gouvernement, le « punch » de Marchais servira alors à briser les espoirs et la combativité des travailleurs. Ce n'est plus « Agissez », mais « Travaillez », « Produisez », « Soyez patients », et « Ne revendiquez pas tout, tout de suite », que dira demain le dirigeant du Parti Communiste.

Car si Marchais devient ministre, ce sera sous les ordres de Mitterrand. Quand bien même il voudrait alors mener une autre politique que celle du dirigeant socialiste, qu'il dénonce aujourd'hui, il ne le pourra pas : il devra se soumettre ou se démettre.

Mais Marchais veut-il même vraiment mener une autre politique

Le dirigeant du Parti Communiste fait des discours démagogiques sur la nécessité pour les travailleurs de faire payer les riches. Mais depuis plusieurs mois, tous ses choix politiques, toutes les nouveautés que son parti met à son programme vont dans le sens exactement contraire.

En juillet dernier, le Parti Communiste a décidé de son propre chef, sans y être en aucune façon acculé par Mitterrand, de se faire le défenseur de la bombe atomique et de l'augmentation des crédits militaires, qu'il avait pourtant toujours dénoncés. Et comment toutes ces dépenses-là, inutiles pourtant aux travailleurs, seront-elles financées ? En prenant dans la poche de toutes les petites gens, par le biais de l'impôt, des milliards qui seront versés à Dassault et Empain. Est-ce là faire payer les riches ?

Le Parti Communiste veut des nationalisations, un grand nombre de nationalisations. Mais les firmes nationalisées seront indemnisées. Et là encore, avec l'argent des contribuables, c'est-à-dire surtout des travailleurs, des petits commerçants et des petits paysans. Est-ce là, encore une fois, faire payer les riches ?

Et les plus pauvres de ce pays, verront-ils vraiment leur vie s'améliorer avec des ministres communistes ? Des ministres qui offriront aux vieux 1 300 F par mois, une retraite qui ne sera même pas égale au SMIC ?

Car voilà la politique que mènera le Parti Communiste s'il participe au gouvernement sous la houlette de Mitterrand, une politique d'austérité pour les plus pauvres.

Mais tant mieux, finalement, si les discours faussement énergiques de Marchais confirment aux travailleurs qu'il faut faire payer les riches ; tant mieux s'ils soulignent — ne serait-ce que jusqu'au 19 mars — la nécessité de lutter, d'agir, de ne pas courber la tête. La classe ouvrière a tout à y gagner à avoir ces convictions-là, même si c'est un Marchais qui les défend aujourd'hui. Et le fait que Marchais, même si ce n'est qu'une manœuvre électoraliste contre ses concurrents du Parti Socialiste, doive aujourd'hui, pour s'assurer les voix des travailleurs, avoir un langage virulent, radical, est un bon signe. Le signe que, parmi les travailleurs, il existe bien la conscience qu'il **« faut faire payer les riches »** et **« agir »**.

Bien sûr, la démagogie, l'hypocrisie actuelles du Parti Communiste, à la veille des élections peuvent abuser un certain nombre d'électeurs. Mais elles préparent les travailleurs à voir clair dans le jeu de Marchais lui-même, quand celui-ci sera au gouvernement et que c'est à lui que ces travailleurs se heurteront.

L'après-19 mars sera fonction du nombre de ceux qui auront voté consciemment pour les candidats de Lutte Ouvrière le 12 mars, et il faut qu'ils soient le plus nombreux possible. Mais il sera fonction aussi de tous ceux qui auront cru, en votant PCF, voter pour **« faire payer les riches »**, et qui risquent de regretter bien vite de n'avoir pas voté **« le plus à gauche possible »**.

Et pour préparer cet après-19 mars, il est important que ceux-là aussi aient entendu, maintenant, les candidats de Lutte Ouvrière.

JEUDI 2 MARS
ARLETTE LAGUILLER
sera la porte-parole de Lutte Ouvrière à la radio et à la télévision

Dans le cadre des émissions électorales à la télévision et à la radio, LUTTE OUVRIERE est programmé le jeudi 2 mars.

Notre camarade Arlette LAGUILLER n'aura que sept minutes pour s'adresser à tous, puisque sept minutes, c'est le temps d'antenne accordé aux formations qui présentent plus de 75 candidats mais n'ont pas de représentants au Parlement. Le tirage au sort a fait que cette émission se situe parmi les premières.

Arlette LAGUILLER s'adressera aux électeurs aux alentours de 20 h 40, sur les trois chaînes de télévision et à la radio nationale (France-Inter). Elle parlera après les émissions (9 minutes chacune) consacrées aux formations de la majorité et de l'opposition, qui commencent à 20 h 30.

Ne le manquez pas et organisez, partout où c'est possible, des écoutes collectives !

Le jeudi 2 mars à RTL

Le jeudi 2 mars sur RTL, à 8 h 30, le matin, vous pourrez écouter et faire écouter notre camarade Arlette Laguiller, qui sera interviewée par Jean-Marie Cavada dans le cadre de l'émission intitulée : **Gros plan.**

Giscard met les bouchées doubles

Lundi 27 février à 13 heures, sur TF1, quelques heures avant l'ouverture de la campagne officielle sur les ondes de la radio et de la télévision, Giscard d'Estaing s'est adressé aux téléspectateurs, lançant un appel à l'intelligence des Français.

« Je souhaite, a-t-il déclaré, **que le tumulte électoral ne détourne pas les Françaises et les Français de l'essentiel et qu'ils trouvent en eux-mêmes, dans leur réflexion et leur intelligence, la réponse à la question grave que leur pose la France. »**

Il n'en a pas dit plus ; Giscard tient à apparaître comme au-dessus de la mêlée électorale. Mais tout le monde aura compris que, pour Giscard, **« intelligence »** et **« réflexion »** doivent conduire à soutenir les gouvernants actuels. Du reste, il y a peu, lors de son allocution de Verdun-sur-le-Doubs, il avait explicitement affirmé que le **« bon choix »** consisterait à redonner un nouveau bail aux représentants politiques de la droite.

Et qui, d'ailleurs, serait dupe du rôle que joue Giscard ? Derrière sa prétendue indépendance, il mène lui aussi campagne, pour les partis de son camp. Et lui aussi, comme Barre ou Simone Veil, s'empresse de vanter les prochaines réformes que mettra à l'ordre du jour le Conseil des ministres : **« l'aide aux agriculteurs face aux désordres monétaires »**, les **« droits sociaux des femmes »**, etc. Il va même, tout comme un vulgaire candidat, serrer les mains et multiplier les visites, la dernière en date réservée aux harkis de Bormes-les-Mimosas.

S'adresser à **« l'intelligence des Français »** consiste, pour Giscard, à se faire photographier la bouche pleine de merguez.

Nous avons un président qui met vraiment les bouchées doubles pour tenter de glaner quelques voix. **« Pas de tumulte ! »** dit-il. Sans doute pour digérer tranquillement, durant sa tournée des popotes électoralistes.

Mendès-France, à la rescousse de la gauche... et de la politique d'austérité

Invité dimanche soir au Club de la Presse, à Europe N° 1, Pierre Mendès-France, le vieux routier de la IV° République, ancien président du Conseil il y a près d'un quart de siècle, l'homme providentiel de la gauche, a refait surface. Il a affirmé qu'il souhaitait une victoire électorale de la gauche et qu'il est « en gros » d'accord avec les propositions du Parti Socialiste.

Officiellement lié à aucun parti, à l'écart de la vie politique depuis des années, Pierre Mendès-France a ainsi apporté à son ancien collègue Mitterrand (qui fut ministre de l'Intérieur dans son gouvernement) sa caution de politicien de gauche « sage », raisonnable et rassurant pour la bourgeoisie.

Car Mendès-France, président du Conseil de juin 1954 à février 1955, s'est peut-être fait une auréole d'artisan de la paix, puisqu'il arriva au gouvernement quand finissait la guerre d'Indochine. Mais il a été aussi le premier chef du gouvernement de la guerre d'Algérie. Et il sut alors faire preuve d'un anti-communisme ouvert, puisqu'il déclara qu'il refuserait son investiture s'il la devait à un vote des communistes en sa faveur.

Oui, le gouvernement Mendès-France d'alors, comme quelques mois plus tard, en 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet, ont montré que des hommes de gauche au gouvernement sont des hommes d'Etat parfaitement responsables devant la bourgeoisie et qu'ils sont capables, au besoin, de mener la politique de la droite, en particulier dans des circonstances où la droite aurait du mal à le faire.

Et c'est bien ce qu'a voulu prouver Mendès-France, dimanche soir. Si la majorité actuelle l'emporte, « le chaos est à craindre », a-t-il averti. Et si la gauche vient au pouvoir, « il faudra du temps » pour que les avantages soient sensibles, et de la patience, à la classe ouvrière. Mendès s'adressait là à tous ceux qui craignaient que la venue de la gauche encourage les travailleurs et la population laborieuse à revendiquer, pour leur dire que, finalement, la gauche est la plus à même de contenir le mécontentement de la classe ouvrière. Il a aussi annoncé clairement que, quel que soit le gouvernement, les années à venir seront difficiles, qu'il faudra être raisonnables, et que l'austérité sera nécessaire.

Et ce langage-là — celui que Mendès tenait déjà en 1954 — c'est lui qui le tient aujourd'hui, parce que se situant au-dessus de la mêlée, quasi assuré d'être ministre sans avoir même à briguer un siège de député, il est le plus libre des leaders de la gauche. Mais c'est celui que Mitterrand et Marchais tiendront ouvertement demain, s'ils gouvernent ensemble.

Et ce n'est pas un hasard ni une surprise de voir Mitterrand faire référence, dans la première émission de sa campagne officielle à la télévision, aux propos de Mendès-France de la veille. C'est une manière de montrer qu'il ne renie pas son passé d'homme politique de droite, de ministre de la guerre d'Algérie. Les parrainages de Mitterrand, en ce début de campagne, sont significatifs.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Lorsque les politiciens invoquent les petits patrons pour aider les gros

Les hommes politiques de la droite — Barre en tête — s'opposent au SMIC à 2.400 F dans l'immédiat, en invoquant comme argument que les artisans, les commerçants, les petits patrons qui emploient quelques salariés, ne pourraient jamais s'en sortir s'ils étaient contraints de payer cette somme. Quel subit intérêt, suspect, pour les artisans ou les commerçants ! Cela a tout d'un alibi.

Car que dire d'abord des travailleurs qui gagnent moins — et parfois beaucoup moins — de 2.400 F et qui doivent néanmoins souvent faire vivre sur ces salaires scandaleusement bas une famille entière ? Comment s'en sortent-ils, eux ?

Et il est révoltant de voir des gens comme Barre ou Chirac, qui gagnent dix fois ou vingt fois ce que gagne un smicard, avoir le culot de discuter sur le SMIC à 2.400 F.

Cela ne se discute même pas. C'est une nécessité vitale pour les 5 millions de travailleurs qui gagnent moins que cela aujourd'hui.

Alors certes, il y a sans doute des petits patrons qui ne peuvent pas à la fois payer 2.400 F à leurs ouvriers et payer à l'Etat tous les impôts que celui-ci exige d'eux. Mais si c'était le sort des artisans, des commerçants, des petits patrons qui intéressait vraiment la droite, elle diminuerait les impôts qui les écrasent, voire, pourquoi pas, elle les aiderait ; et ils pourraient ainsi, sans difficultés, payer des salaires décents à leurs employés. Mais il n'en est pas question, car les gouvernants réservent l'argent de l'Etat, l'argent des impôts, pour l'usage exclusif des gros capitalistes qu'ils subventionnent à coups de milliards. Ils dépensent sans compter pour l'armée, parce que c'est encore une façon de subventionner les marchands de canons.

Derrière leurs paroles hypocrites, prenant fait et cause pour les petits patrons, se cache leur solidarité foncière avec les gros possédants, les Schneider et les De Wendel, qui, eux, auraient bien sûr les moyens de payer des salaires décents, mais qui préfèrent continuer à sous-payer leurs ouvriers et leurs employés pour ne pas toucher à leurs super-bénéfices. C'est à eux que va toute la sollicitude de la droite... et l'argent pris aux travailleurs, pris même aux petits patrons.

Mais le Parti Socialiste procède finalement de la même façon. Il a annoncé son intention de verser 200 F par salarié, en compensation de l'augmentation du SMIC, pour aider les petits patrons. Mais sous prétexte d'aider les petites entreprises afin que le SMIC ne les pousse pas à la ruine, Mitterrand propose de verser cette somme à toutes les entreprises, y compris donc à Rhône-Poulenc, à Michelin, à Dassault ! Et le cadeau que toucheront les trusts qui emploient plusieurs dizaines de milliers de salariés sera sans commune mesure avec ce que toucheront les artisans qui emploient deux ou trois salariés.

Le Parti Socialiste, comme la droite, utilise démagogiquement le sort des petites entreprises, des petits artisans, des petits commerçants, pour faire passer des mesures en faveur des gros.

La CGE n'attend pas le 19 mars

Cette année, la CGE va procéder à la distribution des dividendes à ses actionnaires en avril. La date est inhabituelle, puisque d'ordinaire l'assemblée générale des actionnaires qui procède à cette distribution se réunit en juin.

Mais les responsables de la CGE, l'un des plus gros trusts français, sont gens précautionneux. Ils savent qu'en mars, il y a des élections. Et, prudents, ils anticipent. C'est 160 millions de francs, soit 16 milliards d'anciens francs, qu'ils vont ainsi distribuer. Une somme nettement supérieure à celle de l'année précédente. Comme quoi, la crise n'est pas pour tout le monde.

Certes, les dirigeants de la CGE savent fort bien que, si en mars 1978 ils sont nationalisés, ils seront indemnisés par un futur gouvernement de la gauche. Ils le savent d'autant mieux que le capital de ce trust a été constitué par les indemnités qu'il a reçues en contrepartie de la nationalisation des sociétés productrices d'électricité à la Libération. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas prendre de précautions. Autant vider les caisses avant qu'on nationalise les murs, Dassault a fait de même il y a quelques semaines. Lui aussi a anticipé sur les résultats de ses sociétés et a versé préventivement des dividendes sur les actions des sociétés... dont il est l'actionnaire quasi unique.

Entre les capitaux qui se placent en Suisse et le versement de dividendes anticipés, les capitalistes montrent que, quels que soient les résultats des prochaines élections, ils ont mille et une combines pour tirer leur épingle du jeu... Et soyons-en sûrs, ils ne se gêneront pas, si on les laisse faire.

Des députés, libres de tout dénoncer !

« Vous voulez être député, mais vous dites que vous ne voulez pas aller au gouvernement. Or, c'est à ce niveau-là que tout se décide. Ce n'est pas logique. En tout cas, vous fuyez vos responsabilités », nous dit-on parfois en substance dans cette campagne.

Il est exclu que, dans le système actuel, il puisse y avoir un gouvernement qui représente les travailleurs. Tant que l'Etat actuel ne sera pas renversé, que la police, l'armée, l'administration seront celles mises en place par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts, il est exclu qu'elles puissent accepter de laisser se former un tel gouvernement.

Alors, un ou même plusieurs ministres représentant, eux, réellement les travailleurs, mais en minorité dans un gouvernement au service des possédants, même si ce gouvernement se dit de gauche, ça ne servirait à rien. Pire même. Car ces ministres seraient liés par la solidarité gouvernementale. Ils devraient, ou se démettre — et dans ce cas, pas la peine même d'avoir essayé d'y entrer — ou se soumettre et se taire. Ainsi, dans le futur gouvernement de gauche que nous aurons peut-être dans trois semaines, n'importe quel ministre devra se taire devant Mitterrand, qui lui-même devra composer avec Giscard. C'est ce qui va arriver aux ministres du PCF, par exemple.

C'est-à-dire que des ministres d'extrême-gauche n'auraient même pas les possibilités d'un simple député, celle de dire ce qui se passe, de dénoncer les mauvais coups contre les travailleurs, de faire du scandale. A supposer qu'un gouvernement de gauche veuille d'eux, ils n'y feraient que cautionner une politique anti-ouvrière.

Et il y a même pire. Il y a tous les députés qui, même sans être ministres, se taisent quand même devant les manœuvres et les mauvais coups de leur parti ou d'un autre, parce qu'ils espèrent un jour être ministre. Ils veulent conserver de bonnes relations avec ceux qui peuvent un jour former un gouvernement et les y appeler. Ceux-là aussi, finalement, sont souvent bouche cousue à cause d'une certaine solidarité gouvernementale, ne serait-ce que potentielle.

C'est pour cela que les travailleurs ont intérêt à avoir un député qui n'ambitionne en aucune façon d'aller au gouvernement de ce système, qui le dit d'avance, qui n'aura donc la bouche fermée devant aucune manœuvre, aucune attaque contre les intérêts des travailleurs, d'où qu'elle vienne. Un député qui soit libre de tout dénoncer, parce qu'il n'a aucune autre ambition que de faire cela.